

Il est bien inutile de nous plaindre. Rien ne sert de faire un retour sur le passé. Nous nous trouvons actuellement dans une situation à laquelle nous devons faire face. Quelqu'un a dit, je crois, cet après-midi, que si nous ne nous battons pas pour défendre les frontières du Rhin, le jour viendra où nous devrons défendre celles du Saint-Laurent. Je crois que ces paroles sont absolument exactes. Ceux d'entre nous qui ne veulent pas prendre des mesures suffisantes et efficaces pour la protection de notre pays, pourront bien un jour se trouver dans la situation où des hommes et des femmes se sont trouvés. Des habitants d'autres pays ont dû, non seulement sacrifier leur sang et leur vie, mais ont vu leurs femmes et leurs filles s'occuper du maniement des canons dans les tranchées et ailleurs.

Quant aux observations qu'a formulées cet après-midi le ministre de la Justice, nous qui siégeons dans cet angle-ci de la Chambre sommes d'accord avec lui en ce qui concerne le lien légal qui unit le Canada au reste de l'Empire britannique. Nous faisons partie de cet Empire et nous sommes tenus d'adopter une telle ligne de conduite. Ce Parlement ne saurait agir autrement sans se déclarer indépendant de l'Empire britannique et je suis sûr qu'aucun d'entre nous n'est prêt à le faire à l'heure actuelle. Cependant, un autre problème se pose. Le ministre de la Justice a déclaré sans ambages qu'il était absolument opposé à la conscription. Il a ajouté que si l'on en venait là, lui et certains de ses collègues,—et il les a désignés—seraient prêts à céder leur place à d'autres.

Quelle est la source de cette désunion? Part-elle de cet angle-ci de la Chambre ou a-t-elle son origine ailleurs? Nous avons prôné l'égalité de sacrifice dans ce pays. Or, nous sommes convaincus qu'il ne saurait y avoir d'égalité de sacrifice sans conscription universelle, c'est-à-dire la conscription de la finance, de l'industrie et du capital humain. Nous avons appelé la conscription l'amie du pauvre, et si les honorables députés qui siègent dans certaines parties de cette Chambre voulaient y réfléchir, ils se verraient forcés d'adopter la même attitude que nous. Je me suis tenu aujourd'hui à l'angle de l'une des rues de cette ville et qu'y ai-je vu? J'ai vu passer un certain nombre de jeunes gens récemment enrôlés. Or, qui étaient-ils? Ceux-là même qui faisaient la queue aux guichets des soupes populaires il n'y a pas encore très longtemps. Et qu'est-ce qui les a poussés à s'enrôler? La situation économique; c'est ce qui les a forcés à prendre une telle décision afin de se procurer des vêtements et une nourriture convenables.

Voilà la situation; or certains prétendent que la conscription est une mesure injuste.

Ces personnes-là ne tiennent pas compte du fait que la conscription est imposée par les conditions économiques, et qu'il y a peut-être des hommes dont la position diffère de celle de ces malheureux jeunes gens qui n'ont pu jusqu'ici se procurer de travail. Il y a dans notre pays des hommes qui n'ont pas besoin de s'enrôler pour obtenir des vêtements et \$1.30 par jour. La justice et l'équité ne sauraient régner sans la conscription du capital humain. C'est ce que nous réclamons; cependant, nous insistons aussi fortement sur la conscription de la finance et de l'industrie.

Si nous voulons assurer l'efficacité de nos efforts, prévenir les bévues, nous renforcer et affermir notre unité, il ne suffit pas de n'en conscrire qu'un seul; il faut les conscrire tous les trois. Je prierais les honorables membres d'y réfléchir. Lorsque des mères canadiennes verront leurs fils sur le point de s'en aller se battre à l'étranger,—et c'est ce qui va arriver,—quelle attitude adopteront les autres? Elles diront: "Nous allons voir à ce que nos fils ne partent pas". Sous la pression de l'opinion publique, le Gouvernement se verra inévitablement obligé, tôt ou tard, d'en venir à cette conclusion. Quelle attitude le ministre de la Justice adoptera-t-il alors? Il a déclaré aujourd'hui qu'il s'oppose de toutes ses forces à la conscription et, cependant, nous savons qu'il lui faudra bien envisager cette éventualité dans quelque temps.

Il y a d'autres raisons à la gravité de la situation actuelle et nous avons insisté sur la mobilisation intégrale de toutes nos ressources parce que nous sommes convaincus de la nécessité de cette mesure. Nous croyons de plus qu'il faut le faire dès maintenant, alors que notre pays est encore en possession de ses moyens, et non pas attendre qu'il n'y ait plus moyen de faire quoi que ce soit à cause des circonstances économiques. Il faut agir immédiatement.

Permettez-moi de revenir pour un moment sur les remarques du premier ministre (M. Mackenzie King). Tout d'abord, je désire affirmer que nous nous rendons pleinement compte de la gravité des responsabilités dont la présente administration est aujourd'hui chargée. Nous savons qu'il lui appartient de donner des directives à la Chambre, de lui fournir les renseignements voulus sur ce qui se passe afin que ses conclusions soient justes et appropriées aux circonstances. C'est parce que le premier ministre et ses conseillers ont toute notre confiance et aussi parce que nous avons tenu compte de ses avertissements que nous en sommes venus à la conclusion que nous avons établie. Permettez-moi de relire ici un extrait du discours du premier ministre (M. Mackenzie King). Ne trouve-t-on pas que ce sont là des paroles sérieuses? Elles sont consignées à la page 23 du *hansard*: